



FRANCE

Vacances apprenantes Alors, t'as appris quoi ?

Censé aider à rattraper le retard lié au confinement, le dispositif n'a concerné qu'un nombre limité d'élèves. Entre un corps enseignant déjà rudement sollicité par les cours à distance et des difficultés d'organisation, le grand projet du ministère est resté modeste.

Par
FANNY GUYOMARD
 et **JOHAN MAVIERT**

Aucun bilan global du dispositif «Vacances apprenantes» n'a été publié à ce jour par le ministère de l'Éducation nationale. Mais si l'on se fie aux remontées de certaines académies que *Libération* a pu se procurer, le nombre d'élèves ayant bénéficié de cette mesure est relativement modeste. A l'échelle de l'académie de Dijon, 4 500 élèves sur les 180 000 potentiellement concernés par l'opération sont ainsi allés en classe en juillet. A Grenoble, 9 300 sur 415 000.

Au terme d'une année scolaire 2019-2020 chamboulée par deux mois de confinement, le ministère de l'Éducation nationale avait sorti fin juin le grand jeu : 200 millions d'euros pour organiser des «vacances apprenantes» au profit d'un million de jeunes, que ce soit en salle de classe

revisitée, en centre de loisirs, ou en colo. L'objectif était de quintupler le nombre d'écoles ouvertes par rapport aux autres étés, pour accueillir 400 000 écoliers, collégiens et élèves de lycée professionnel, majoritairement dans les quartiers prioritaires. Le dispositif a reposé sur le volontariat, des encadrés comme des encadrants. *«Les enseignants ont déjà beaucoup donné pendant les trois mois d'école à distance du fait du confinement. De mon côté, ça a été un non radical ! Et je vois que tous les directeurs de ma circonscription ont pensé la même chose»*, relate une directrice d'école élémentaire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Surf et voile. Et quand bien même les établissements ont été séduits par l'idée, ils n'ont pas toujours eu la possibilité et bénéficié des délais nécessaires pour l'appliquer. *«Mon collègue n'a pas eu le*

temps de tout organiser», rapporte une professeure du Val-d'Oise. Impossible d'improviser en effet. Les établissements et les enseignants ont dû organiser des apprentissages qui sortent de l'ordinaire. Pas question de rester coincé derrière le pupitre comme dans un cours magistral. Dans une école du département du Nord par exemple, les enfants ont réalisé des saynètes sur la protection animale, l'alimentation ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Résultat : *«Mes trente élèves étaient enthousiastes et motivés»*, se réjouit leur institutrice. A l'autre bout de la France, dans son école bordelaise classée REP+, Vincent Maurin, le directeur, a misé sur le surf et la voile pour attirer les écoliers. Les élèves devaient ensuite tenir leur carnet de bord, manière d'approfondir en douce des compétences comme l'écriture, la lecture ou la recherche documentaire. *«Les va-*



cances apprenantes leur ont permis de passer du bon temps et de gagner en estime de soi», relate le directeur. Chacun a mis en place son programme: dans un lycée professionnel francilien, les apprentissages se sont structurés autour d'ateliers relatifs à la nutrition ou à la santé (lire ci-dessous). Dans une école primaire de Nice, les élèves ont fait du théâtre, des sorties à la mer, des jeux... «On a eu le sentiment d'avoir droit à tout. Tous les projets étaient les bienvenus», se félicite Denis Olivier, un enseignant qui a participé au dispositif. Là encore, l'idée était d'aborder des apprentissages par le biais ludique.

«On les a perdus». Mais il y a une ombre à ce tableau estival: les élèves décrocheurs, donc ceux qui avaient le plus besoin d'un soutien, n'ont pas toujours pris part à ces «vacances apprenantes». *«Il est difficile de faire venir ceux qui ont le plus de difficultés ou n'ont pas les codes de l'école. Leurs familles se sentent éloignées de ce milieu normé, qui a des exigences qui ne leur sont pas familières»,* souligne le Bordelais Vincent Maurin. Il calcule que parmi les décrocheurs de son école, 10% ne sont pas revenus pendant ces stages. Officiellement tourné vers les élèves les plus en difficulté, le dispositif *«basé sur le volontariat creuse encore plus les inégalités»,* pointe Virginie Akliouat, institutrice et secrétaire départementale du SNUipp-FSU des Bouches-du-Rhône, syndicat majoritaire. Dans la commune de Salon-de-Provence où elle enseigne, sept établissements sont classés REP: *«Ce sont les familles déjà motivées qui se sont inscrites!»* constate-t-elle. *«Comment imaginer que les parents qui ont décidé de ne pas remettre leurs enfants à l'école en juin, [après le déconfinement],*

allaient les envoyer cet été? Ces élèves, on les a perdus», déplore, amer, Alain Talleu, cosecraire départemental du SNUipp-FSU du Nord.

Plus ludiques que les classes revisitées, les «colos apprenantes» avaient elles aussi pour objectif de combler en partie les apprentissages perdus pendant la crise sanitaire. Parmi les jeunes accueillis par l'entreprise privée de loisirs Vacademy dans ses trois sites (Pyrénées-Atlantiques, Gard, Essonne), 17% (soit 160 enfants) étaient issus de quartiers prioritaires. L'entreprise s'était fixé un quota de 40%, mais il n'a pas pu être atteint: le montage des dossiers et des financements n'a pas toujours pu être bouclé en temps voulu par les collectivités locales. Pour les jeunes qui ont pu partir, l'Etat et les communes ont pris en charge le coût de 700 euros de la colo apprenante sport et révisions à Anglet-Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), d'une durée de six jours. *«Nous avons accueilli les enfants à des dates et endroits différents. C'est la beauté de la colo, éviter l'entre-soi»,* souligne Belkacem Belarbi, directeur pédagogique de Vacademy. ◀

